

MISE A L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Dossier CAMAC n°: 231111

Commune: Cheseaux-sur-Lausanne

Projet:

S-0179696.1 Station transformatrice Route de Genève 9

– Construction d'une nouvelle station transformatrice sur la parcelle DP 86

Coordonnées : 2535794 / 1159380

L-0202960.4 Ligne souterraine 21 kV entre les stations Route de Genève 9 et Route de Genève 7

– Interruption de la liaison Route de Genève 7 - Chemin de Mon-Repos 2 pour le raccordement de la nouvelle station Route de Genève 9 (fouille environ 50 m)

L-0236700.1 Ligne souterraine 21 kV entre les stations Route de Genève 9 et Chemin de Mon-Repos 2

– Interruption de la liaison Route de Genève 7 - Chemin de Mon-Repos 2 pour le raccordement de la nouvelle station Route de Genève 9 (fouille environ 15 m)

Les demandes d'approbation des plans susmentionnées ont été soumises à l'Inspection fédérale des installations à courant fort ESTI par Romande Energie SA, Route d'Evian 39, 1845 Noville au nom de Romande Energie SA, Rue de Lausanne 53, 1110 Morges.

Les dossiers sont mis à l'enquête

**du mardi 27 février jusqu'au lundi 15 avril 2024
dans la commune de Cheseaux-sur-Lausanne**

Les documents relatifs au projet sont consultables en suivant ce lien:

<https://esti-consultation.ch/pub/3391/f9d71a21> ou en scannant le QR code ci-dessous:



La mise à l'enquête publique entraîne, selon les art. 42-44 de la loi fédérale sur l'expropriation (LEx; RS 711), le ban d'expropriation. Si l'expropriation porte atteinte à des baux à loyer ou à ferme qui ne sont pas annotés au registre foncier, les bailleurs sont tenus d'en informer, sitôt après réception de l'avis personnel, leurs locataires ou fermiers et d'aviser l'expropriant de l'existence de tels contrats (art. 32 al. 1 LEx).

Pendant le délai de mise à l'enquête, quiconque ayant qualité de partie en vertu de la loi sur la procédure administrative (PA, RS 172.021) peut faire opposition auprès de l'Inspection fédérale des installations à courant fort ESTI, Route de la Pâla 100, 1630 Bulle. Toute personne qui n'a pas fait opposition est exclue de la suite de la procédure.

Pendant ce même délai, quiconque a qualité de partie en vertu de la LEx peut faire valoir toutes les demandes visées à l'art. 33 LEx pendant le délai de mise à l'enquête, à savoir, pour l'essentiel:

- les oppositions à l'expropriation;
- les demandes fondées sur l'art. 7 à 10 LEx;
- les demandes de réparation en nature (art. 18 LEx);
- les demandes d'extension de l'expropriation (art. 12 LEx);
- les demandes d'indemnités d'expropriation.

Les locataires et les fermiers, ainsi que les bénéficiaires de servitudes et de droits personnels annotés, sont également tenus de produire leurs prétentions dans le délai d'opposition prévu. Sont exceptés les droits de gage et les charges foncières grevant un immeuble dont l'expropriation est requise, ainsi que les droits d'usufruit, sauf pour le dommage que l'usufruitier prétend subir du fait de la privation de la chose soumise à son droit.

**Inspection fédérale des installations
à courant fort – ESTI**
Projets

Route de la Pâla 100 – 1630 Bulle